

ÉDITO

L'emploi, le défi des années à venir !



L'emploi, le défi des années à venir. D'ici 10 ans, près de la moitié des chefs d'exploitation partiront à la retraite, et la relève est incertaine, révélant le vieillissement de la population agricole.

Au-delà des enjeux de formation et d'attractivité, nous devons aussi valoriser les efforts de nos agriculteurs notamment sur le plan salarial. Un emploi agricole attractif doit être mieux rémunéré et reconnu à sa juste valeur.

Jeunes Agriculteurs et la FNSEA plaident pour un véritable pacte pour l'emploi agricole, associant l'État, les organisations professionnelles et les territoires. Ce pacte devra reposer sur des politiques publiques ambitieuses : soutien à l'installation des jeunes agriculteurs, aide à la reconversion pour ceux qui souhaitent rejoindre le secteur, évolution du financement de la protection sociale et amélioration des conditions de travail pour rendre les métiers plus attractifs. L'objectif : redonner envie de travailler la terre, de contribuer à la sécurité alimentaire, et de participer à l'innovation agricole.

L'emploi dans le secteur agricole est un défi crucial pour les années à venir. Il en va de la capacité de notre pays à répondre aux enjeux alimentaires, économiques et environnementaux. JA et la FNSEA défendent un modèle agricole où l'emploi, la formation, et la reconnaissance des travailleurs salariés et non-salariés sont au cœur des préoccupations. Ensemble, nous devons réinventer l'agriculture française pour qu'elle soit attractive, durable, et résolument tournée vers l'avenir.

Julien Rouger, vice-président de Jeunes Agriculteurs et **Jérôme Volle**, vice-président de la FNSEA



J-1

AVANT LE MEETING DE LANCEMENT DE CAMPAGNE



AGENDA

3 décembre CANTAL - Cédric Mandin, administrateur de la FNSEA

3 décembre NORD - Yohann Barbe, président de la FNPL

4 décembre GERS Jean-Michel Schaeffer, président de la CFA

4 décembre TARN-ET-GARONNE Christophe Chambon, secrétaire général adjoint de la FNSEA et Maxime Buizard Blondeau, administrateur Jeunes Agriculteurs

4 décembre, DORDOGNE Meeting de lancement de la campagne Elections Chambres d'agriculture 2025

5 décembre CREUSE Patrick Bénézit, 2^e vice-président de la FNSEA

6 décembre AVEYRON Yannick Fialip, vice-président de la FNSEA et Pol Devillers, vice-président Jeunes Agriculteurs

9 décembre AVEYRON Franck Laborde, président de l'AGPM

9 décembre MAYENNE Yohann Barbe, président de la FNPL

GRAND FORMAT

Un mode d'organisation du travail incontournable : le salariat

Pour assurer la continuité et le développement de l'exploitation, le recours au salariat est incontournable. Dans cet objectif, JA et la FNSEA recherchent constamment les mesures et les dispositifs pour garantir un salariat stable et qualifié. Le recrutement est un défi majeur. Le vieillissement des travailleurs, la saisonnalité des activités et les préjugés liés à la pénibilité freinent l'attractivité de nos métiers. Face à ces enjeux, nous devons agir pour valoriser ces emplois, améliorer les conditions de travail et garantir l'avenir de l'agriculture française.



Plusieurs sujets sont considérés comme prioritaires : le logement, le recrutement et le coût du travail, sujets sur lesquels JA et la FNSEA ont commencé à travailler pour faire bouger les lignes afin qu'ils soient compatibles avec les attentes des employeurs.

INTERVIEW CROISÉE

Manon Pisani, trésorière de Jeunes Agriculteurs et Michaël Jacquemin, membre de la Commission Emploi de la FNSEA et président de l'APECITA



Quelle est la capacité de la FNSEA à agir pour l'emploi ?

M. J. : La FNSEA a été reconnue comme étant l'unique organisation représentative des employeurs de la Production agricole. A ce titre, elle a des sièges dans les différentes instances relatives à l'emploi et à la formation mises en place par les pouvoirs publics et elle peut négocier et signer des accords collectifs ayant vocation à s'appliquer dans toutes les entreprises de la Production agricole.

Quels sont les enjeux du recours au salariat agricole chez les jeunes installés ?

M.P. : Le salariat agricole est une opportunité pour partager la charge de travail et moderniser les exploitations, mais pose des défis économiques, de recrutement et de gestion. Des politiques de soutien sont nécessaires, ainsi que des solutions pour les salariés en matière de transport, logement, santé et services collectifs.

Être un employeur, c'est un métier. Que fait la FNSEA pour les accompagner ?

M. J. : Pour accompagner les employeurs, la FNSEA met en place toute une stratégie de développement de services à délivrer par son réseau et qui permettra à chaque employeur de trouver des réponses aux différentes situations que génère un emploi. Par ailleurs, elle travaille à l'élaboration de formations adaptées à cette fonction d'employeur.

Comment voyez-vous l'évolution du salariat agricole, notamment face aux défis du renouvellement des générations ?

M.P. : L'activité salariée constitue peut-être un tremplin vers l'installation, permettant d'acquérir de l'expérience sur le terrain, de mûrir son projet et de le préparer. L'évolution du salariat s'accompagne de celle des exploitations, ce qui entraîne un besoin accru de salariés qualifiés et de compétences nouvelles.

CHIFFRE-CLÉS

1970 : 1,6 millions d'exploitations



avec 100 000 exploitations agricoles de moins en 10 ans en France, la baisse s'atténue toutefois depuis les années 2000

2020 : 390 000 exploitations

Pour autant, l'agriculture est toujours présente dans nos paysages :

49 %



la SAU n'a reculé que de 1% en 10 ans, elle occupe 49 % de la surface du territoire métropolitain

la SAU moyenne par exploitation a augmenté de

69 ha en 2020 (+14 ha en 10 ans)

La main d'œuvre familiale est progressivement remplacée par du salariat, permanent et occasionnel :

- 90 000 ETP en 10 ans pour les exploitants-coexploitants et les membres de la famille



1/3 des exploitations emploient des salariés soit 960 000 salariés + 45 000 en 5 ans + de 9% d'heures de travail

ACQUIS SYNDICAUX

- ✓ Les dispositifs TESA / TODE : pour simplifier l'emploi saisonnier direct et le rendre économiquement compétitif
- ✓ Le recours aux Contrats OFII pour l'emploi direct de salariés étrangers fluidifié et sécurisé avec le dispositif « Mes saisonniers agricoles »
- ✓ Des campagnes de communication sur les métiers
- ✓ La mise en place d'un cadre social attractif : une convention collective nationale, une retraite supplémentaire, etc.



TOUS EN ACTION

À VOS CÔTÉS AU QUOTIDIEN

JA 47 écrit aux Pères Noël/Barnier(s)

Dans le Lot-et-Garonne, le Préfet s'appelle M. Barnier ! Jeunes Agriculteurs en profite pour allier convivialité et mobilisation au pied d'un énorme sapin de Noël à Colayrac. Ils souhaitent à tous les agriculteurs du département un Joyeux Noël et les invitent à écrire leur lettre de souhaits aux pères Barnier(s). Chacun peut envoyer un mail à macommandeperesbarnier@gmail.com. Les revendications seront accrochées au sapin.



FDSEA et JA 89 pour la simplification

Plus de 120 adhérents se sont rassemblés devant la Préfecture d'Auxerre le 27 novembre, en amenant tous les panneaux de communes du département, et en dressant un grand mur des normes et surtransposition. Le Préfet est sorti à leur rencontre pour échanger. JA et FDSEA ont pu faire entendre les mesures urgentes à prendre, et redit la détermination de nos deux réseaux, au niveau national, pour ne rien lâcher.

Lancement de la campagne en Eure-et-Loir, Benjamin Berthelot, administrateur JA et **Franck Sander**, vice-président de la FNSEA étaient le 26 novembre en Eure-et-Loir, avec les adhérents du département. Outre la présentation de la liste, les échanges ont naturellement abordé les questions d'actualités et les mobilisations : « Les acquis du printemps comme la jachère et le GNR ont été de belles avancées pour chaque agriculteur et chaque ferme. Pour l'accord sur le Mercosur, nos mobilisations ont créé un électrochoc et on va continuer à se mobiliser. Les prochaines semaines vont être essentielles pour tous nos acquis, on ne doit rien lâcher ! »



LA PAROLE AUX FILIÈRES

Les filières spécialisées telles que celles des fruits et légumes et de l'horticulture, se caractérisent par un important besoin de main d'œuvre.

Les filières spécialisées telles que celles des fruits et légumes et de l'horticulture, se caractérisent par un important besoin de main d'œuvre.

Entre difficultés de recrutements de saisonniers, durcissement des règles administratives et coût croissant de la main d'œuvre agricole : notre compétitivité n'est pas assurée et il faut perpétuellement lutter pour assurer la survie de nos métiers ! C'est pourquoi nous demandons la pérennisation et l'amélioration du dispositif TODE (extension aux permanents), vital pour le maintien de l'emploi et de la souveraineté alimentaire.

Pour continuer à produire en France, avec des standards sociaux élevés, et faire face à la concurrence de nos voisins européens, les agriculteurs français ont besoin de visibilité et de stabilité sur le coût du travail saisonnier.

Cette semaine la présidente de la Coordination Rurale se targue sur les réseaux sociaux d'avoir un projet pour la Jeunesse en démontant le projet de loi en faveur du renouvellement des générations. Plus c'est gros plus ça passe !

Opposition à France service agriculture, opposition aux GFAI, opposition à l'augmentation des effectifs dans les écoles... en s'opposant à ce projet de loi, travaillé et négocié avec JA, la Coordination rurale s'oppose simplement à la jeunesse en dénigrant le fruit du travail de centaines de Jeunes Agriculteurs durant des années. L'argument utilisé contre France service agriculture est absurde : ce projet se base sur l'existant en apportant des évolutions pour renforcer les lacunes actuelles avec par exemple :

- Enfin un accompagnement national à la transmission, parent pauvre des politiques RGA
- Une meilleure prise en compte de tous les profils souhaitant s'installer ou travailler en agriculture, que ce soit une installation dès la sortie d'école, une reconversion, connaissant ou non le milieu agricole.

La CR se limite à un rejet systématique des outils existants. À l'inverse, JA et FNSEA s'engagent dans une démarche constructive, avec des solutions concrètes pour accompagner les jeunes et sécuriser leurs projets. Nous ne défendons pas un statu quo, mais une évolution ambitieuse pour une agriculture attractive et durable !



L'IDÉE DE BON SENS !

DIFFUSER LES ACQUIS AUPRÈS DES ADHÉRENTS : UN ENJEU MAJEUR POUR NOTRE ENGAGEMENT SYNDICAL

L'action syndicale prend tout son sens lorsqu'elle est connue et comprise par ceux que nous représentons. Il est essentiel de valoriser nos acquis pour que les adhérents saisissent l'importance de nos combats, nos victoires, et les défis à venir. Cela renforce l'engagement et maintient un lien fort avec notre base.

VALORISER NOS SUCCÈS

Chaque succès, petit ou grand, mérite d'être partagé. Les adhérents doivent comprendre concrètement ce que fait le syndicat pour eux. Diffuser ces informations consolide notre légitimité et incite les adhérents à s'impliquer davantage. Les tenir informés des combats en cours, des enjeux et obstacles est essentiel pour maintenir leur soutien.

MOYENS DE DIFFUSION EFFICACES

Pour toucher nos adhérents, diversifier les canaux de communication est clé :

- **Site web** : vitrine de notre syndicat, il doit compiler nos victoires et l'actualité locale.
- **Newsletters** : moyen régulier de synthétiser les avancées et d'expliquer les dossiers.
- **Boucles WhatsApp** : rapides et informelles, elles permettent une diffusion en temps réel.



- **Réseaux sociaux** : Facebook, Twitter, Instagram et TikTok sont indispensables pour toucher un large public et maximiser la visibilité.
- **Relations presse** : les médias locaux et spécialisés sont des relais précieux pour amplifier nos messages.
- **Réunions physiques** : ces moments permettent des échanges directs et constructifs.

DYNAMISER LE RÉSEAU

Animer le réseau, c'est aussi s'appuyer sur les outils nationaux tout en restant connecté aux autres fédérations départementales. L'unité et l'engagement de chacun renforcent notre force collective.

En diffusant les acquis, nous entretenons un lien constant avec les adhérents, créant une dynamique de partage et de coopération à tous les niveaux du syndicat, indispensable pour relever les défis futurs !

PAROLES DE MILITANTS

Laurent Paillat, maraîcher dans le Gard et président de l'ANEFA

Se syndiquer pour être entendus !



Laurent Paillat
Maraîcher - FRSEA Occitanie

